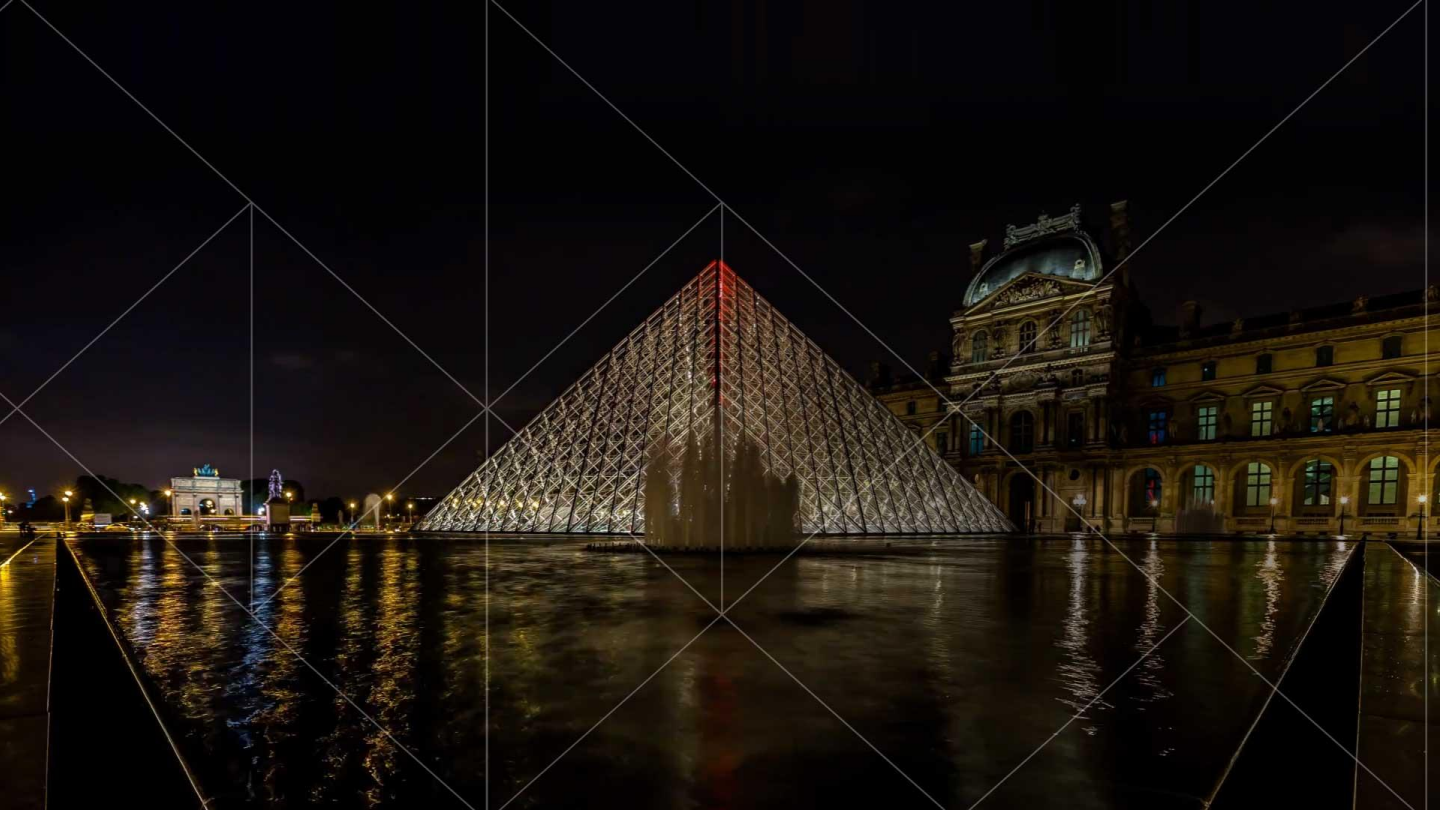


LETTRE DE L'INVESTISSEUR

Revue mensuelle des marchés financiers et perspectives

Avril 2026

PATRIMUM® GROUPE

STRATÉGIES PATRIMONIALES

MACROÉCONOMIE

Après seulement un mois, la guerre israélo-américaine en Iran commence à susciter un choc énergétique susceptible de faire dérailler l'économie mondiale de la trajectoire de croissance largement anticipée pour 2027. La quasi-fermeture du détroit d'Ormuz, les destructions d'infrastructures pétrolières et gazières et les difficultés rencontrées par l'administration américaine pour apporter une solution rapide aux hostilités ont amené le directeur de l'Agence internationale de l'énergie à parler du pire choc énergétique de l'histoire. Jusqu'ici, la perte de plus de 10 millions de barils par jour a été compensée par un intense recours au pétrole « sous sanctions » russe (et iranien !) stocké en mer ainsi qu'aux réserves stratégiques de pétrole et par l'utilisation de pipelines permettant à l'Arabie saoudite et aux EAU d'exporter une partie de leur production depuis des terminaux ne nécessitant pas le passage par le détroit. Un autre facteur essentiel a limité la hausse des cours du brut pendant la plus grande partie du mois : le gouvernement américain a fourni des efforts herculéens afin de réussir à laisser espérer que le conflit ne durerait pas trop longtemps tout en ponctuant ses promesses d'un flou que l'on qualifiera de stratégique. Un succès pour le WTI, qui n'a franchi les 100 dollars qu'en fin de mois. Moins pour le Brent, qui a dépassé les 115 dollars et les références du Moyen-Orient se sont envolées bien davantage. **Les signes de fortes tensions sur les marchés physiques pourraient rapidement amener la stratégie de l'exécutif américain à ses limites**.

La perspective de voir des prix énergétiques élevés pendant longtemps menace donc la belle dynamique de croissance de l'économie américaine, encore évidente dans des ISM manufacturier (52,4 vs 51,8 att.) et services (56,1 vs 53,5 att) dont les enquêtes avaient été réalisées avant le conflit. Même chose pour les ventes au détail qui commençaient à se redresser (Groupe de contrôle : +0,3% m/m vs +0,2% att.). **Les données issues d'enquêtes menées en mars mettent la rupture en évidence**. L'indice des attentes des consommateurs de l'enquête de l'Université du Michigan retombe de 56,6 à 51,7, accompagné d'anticipations d'inflation à un an en hausse de 3,4% à 3,8%. L'inflation CPI de février avait aussi réussi à se maintenir sur ses plus bas depuis 2021 (ensemble : +2,4% a/a, sous-jacent : +2,5%). **Mais avec le choc, l'OCDE annonce qu'elle pourrait remonter à 4,2% cette année.**

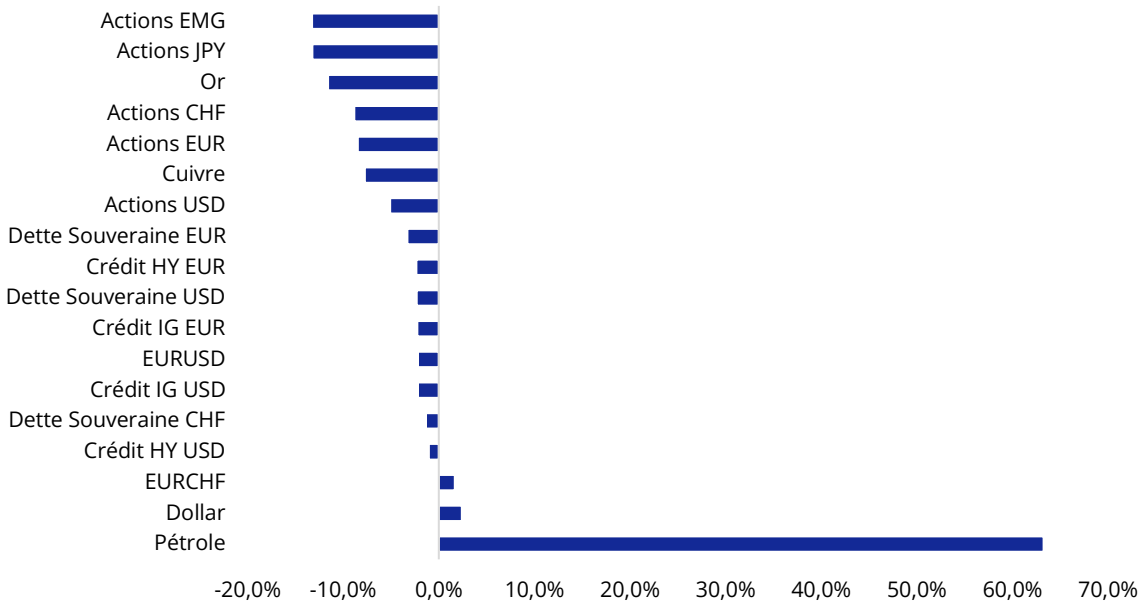
Au cœur de l'incertitude, la Fed a donc dû faire preuve de prudence dans son évaluation des risques. C'est sans surprise qu'elle a maintenu ses taux à 3,50%-3,75% pour la seconde réunion de suite. Le relèvement des prévisions de croissance pour cette année (+2,4% après +2,3%) dénote d'un vrai optimisme sur la productivité américaine que la majorité des participants de marché ne partagent pas. **En revanche, la révision à la hausse des perspectives d'inflation PCE** (+2,7% après +2,4%) et PCE sous-jacente (+2,7% après +2,5%) souligne bien que le choc ne restera pas sans conséquences sur le mandat de stabilité des prix de la banque centrale. **Par conséquent, Jerome Powell a présenté les risques entre l'emploi et l'inflation comme désormais équilibrés.** Ainsi, le mauvais rapport sur l'emploi de février (NFP -92 000 vs +59 000 att. et chômage : 4,4% vs 4,3% att.) n'aura pas suffi à forcer la Fed à une nouvelle dose d'assouplissement. Avec ces explications, le président du FOMC a un peu plus entériné l'achèvement de la phase des baisses de taux du quatrième trimestre 2025 et **prépare les esprits à une pause prolongée de la Réserve fédérale.** A l'opposé, une hausse de taux reste à ce stade très improbable. Bien que les Etats-Unis soient exportateurs nets d'énergie, ce qui permet une redistribution de la rente énergétique des ménages vers les producteurs, les conséquences d'un affaiblissement du consommateur seraient très préoccupantes pour la croissance.

> **La guerre au Moyen-Orient pourrait faire dérailler l'économie mondiale de la trajectoire de croissance largement anticipée pour 2027**

La Troisième guerre du Golfe appuie sur l'un des grands points faibles de la zone euro : sa dépendance aux importations d'énergie. Il est certain qu'il faut se garder des parallèles hâtifs avec 2022 (le gaz russe représentait alors 40% des importations européennes contre moins de 10% pour le GNL du Moyen-Orient aujourd'hui). Mais le risque de hausse de l'inflation importée est bien réel, par l'intermédiaire du pétrole et des prix alimentaires. Par conséquent, si la BCE a maintenu le taux de facilité de dépôt à 2%, **le relèvement des prévisions d'inflation de 1,9% à 2,6%** pour 2026 souligne l'ampleur des risques. On notera au passage que ces prévisions sont issues du scénario central de la BCE, reposant sur l'hypothèse optimiste d'un Brent à 90$ au deuxième trimestre. Les rendements sur le Bund allemand à 10 ans se sont donc violemment redressés tout au long du mois, repassant largement les 3,0%.

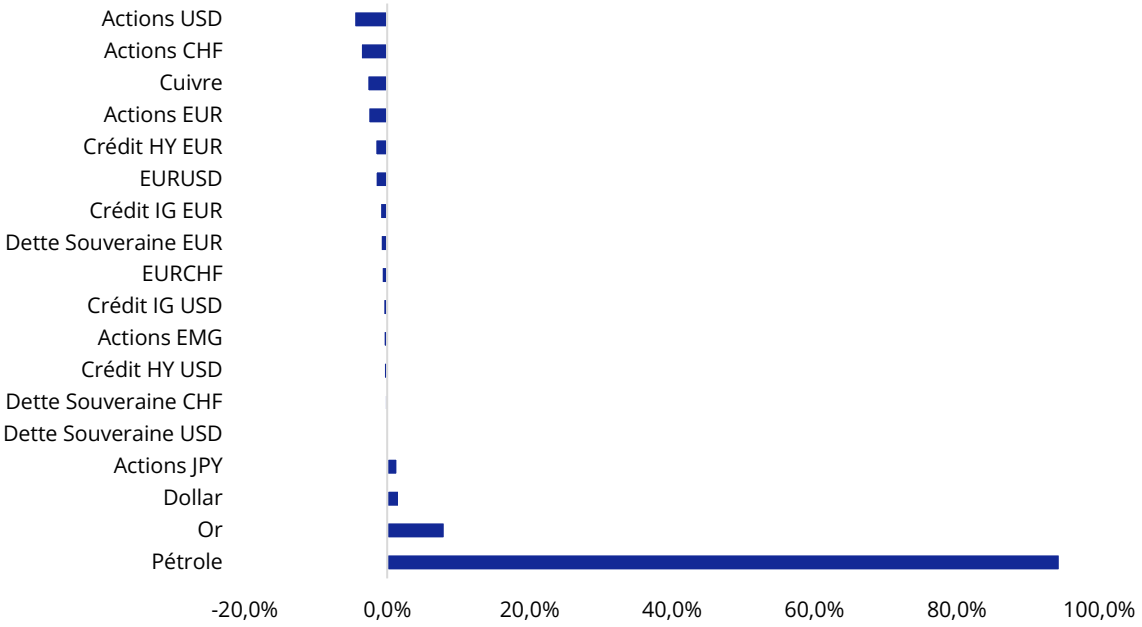
PANORAMA

PRINCIPALES CLASSES D'ACTIFS
PERFORMANCES MENSUELLES



Source : Bloomberg, 31/03/2026

PRINCIPALES CLASSES D'ACTIFS
PERFORMANCES DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE



Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

MACROÉCONOMIE (SUITE)

Une autre grande différence avec 2022 réside dans la **communication relativement *hawkish* de la BCE.** Lagarde a promis de ne pas rester « paralysée » alors que Nagel et Kazimir ouvraient la porte à une hausse de taux dès avril, ce qui permet **d'éviter un vrai désancrage des anticipations d'inflation** et pourrait contribuer à limiter les effets de second tour. Cela a permis de limiter la dépréciation de l'euro.

Logiquement, la croissance devrait souffrir, les projections de la BCE étant abaissées de 1,2% à 0,9% cette année. Les données d'enquêtes issues de sondages postérieurs au début du conflit sont unanimes. Le PMI Composite Flash retombe à 50,5 (vs 51,0 att.). Le manufacturier fait illusion (51,4 vs 49,4 att.) en raison de l'anticipation d'une partie de l'activité, de peur que les coûts énergétiques ne s'emballent. Mais les services (50,1 vs 51,1 att.) se replient. Le ZEW pique du nez (-8,5 vs 24 att.), de même que l'IFO allemand (86,4 après 88,4) en particulier son indice des attentes d'activité (86 après 90,2).

Au Royaume-Uni, la banque d'Angleterre a été obligée de durcir le ton face au risque d'accélération de l'inflation. Le vote favorable au maintien des taux a été unanime (9-0), ce qui suggère **une vraie rupture dans la campagne d'assouplissement menée par la BoE depuis près de deux ans**. Les marchés n'en demandaient pas plus pour se remettre à anticiper entre deux et trois hausses de taux cette année. Là aussi, **la crédibilité de la Banque d'Angleterre semble avoir payé** et la terrible hausse des rendements à long terme sur les Gilts a permis à la livre de limiter les dégâts. L'inflation de février a cependant confirmé le statut de mauvais élève des pays avancés du Royaume-Uni (inflation d'ensemble : +3,0% comme att., inflation sous-jacente : +3,2% vs +3,1% att.). La BoE devra également garder un œil attentif sur l'activité économique. Le PMI Composite Flash (51 vs 52,9 att.) se replie à son niveau le plus faible depuis septembre dernier. Le chômage d'ensemble se maintient à 5,2% (vs 5,3% att.), **mais chez les jeunes, il s'établit désormais à 14,5%, dépassant le pic de la pandémie de Covid.**

Au Japon, la BoJ a décidé de maintenir son taux directeur à 0,75%. Cependant les pressions pour que la prochaine hausse de taux se concrétise rapidement se font de plus en plus fortes. En plus de l'envolée des prix de l'énergie, les négociations salariales de printemps sont déjà bien engagées et devraient encore mener à **des revalorisations salariales dépassant les 5%.** Face au choc de la guerre en Iran, la dépréciation du yen a été limitée par la multiplication des interventions verbales du ministère de l'économie japonais. Pour l'heure, la paire USDJPY ne s'aventure pas au-dessus des 160. Le nouveau recul de l'inflation d'ensemble de +1,5% a/a à +1,3% en février ne doit cependant pas faire illusion. La BoJ publie désormais une nouvelle mesure d'inflation « excluant les facteurs spéciaux » (prix contrôlés comme l'éducation ou certains prix énergétiques) **qui s'élevait déjà à +2,2% a/a en février**. Comme presque partout, la croissance ralentit (PMI Composite Flash : 52,5 après 53,9).

En Chine, l'Assemblée Nationale Populaire a officialisé l'abandon de la cible des 5% de croissance annuels au profit d'une fourchette de 4,5%-5%. Une dose de pragmatisme bienvenue. L'objectif assumé de « ramener le niveau des prix en territoire positif » devrait trouver dans le choc énergétique un catalyseur inattendu. Les indicateurs de prix se redressent déjà, le PPI se repliant à son plus faible rythme depuis l'été 2024 (-0,9% a/a). Les prix à la consommation avancent de +1,3% a/a (vs +0,8% att.). L'origine de cette accélération des prix n'est pas idéale, puisqu'elle provient d'une hausse des coûts et non d'un vrai rééquilibrage de la croissance vers la demande des ménages. **Mais la Chine est très certainement la grande zone économique la moins affaiblie par le retour de l'inflation**, d'autant que les stocks de pétrole y sont remplis et que l'approvisionnement en hydrocarbures iraniens via le détroit d'Ormuz a continué en mars. Les données de croissance datant de janvier-février (consolidées en raison du Nouvel an lunaire) ont montré que la dynamique repartait après une fin 2025 difficile (Production industrielle : +6,3% vs +5,1% att., Investissement en actifs fixes : +1,8% vs -0,4% att, Ventes au détail : +2,8% vs +2,5% att.). **Et en 2026, le « deuxième choc chinois » ne s'arrête pas**, les exportations augmentant de +21,8% a/a en février (vs +7,1% att.), permettant à la balance commerciale (213,6 milliards $ d'excédent sur les premiers mois de l'année) d'être déjà en avance sur le record établi l'année dernière.

En Suisse, la BNS a maintenu son taux directeur à 0%. Mais contrairement aux autres banques centrales, la question de l'inflation est passée au second plan, devancée par celle du franc, dont la force préoccupe sérieusement. **La BNS a donc clairement exprimé sa volonté d'intervenir sur le marché des changes** afin de limiter la hausse de sa devise, largement plébiscitée par des investisseurs à la recherche d'actifs refuges. Opération réussie, puisque la paire EUR/CHF a rebondi sur les 0,90 avant de reprendre le chemin des 0,91-0,92 en dépit de l'intensification de la guerre au Moyen-Orient et des inquiétudes des marchés. Concernant la croissance, le KOF retombe à 96,1 après avoir passé cinq mois au-dessus de la barre des 100.

MARCHÉS ACTIONS

Les marchés ont vécu au rythme des fluctuations du baril de Brent et de WTI en mars, dans une séquence qui rappelle le choc énergétique lié à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et à la coupure des gazoducs russes. Le conflit en Iran, d'abord présenté par D. Trump comme un épisode de courte durée, s'est rapidement transformé en guerre d'usure, avec pour épicentre le détroit d'Ormuz, point de passage stratégique (20% des exportations mondiales de pétrole et de gaz) utilisé par Téhéran comme levier de pression sur les Etats-Unis et les pays du Golfe. La tension s'est amplifiée après des frappes sur des infrastructures liées aux hydrocarbures, notamment le champ gazier de Ras Laffan au Qatar, 1er hub mondial de GNL, où les dégâts pourraient réduire la production de 17% pendant 3 à 5 ans. Des mesures ont été déployées progressivement pour tenter d'amortir le choc : une partie du pétrole du Golfe a été redirigée vers les oléoducs saoudiens et émiratis (qui deviennent par la même occasion des cibles), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a coordonné la libération record de 400 millions de barils issus des réserves stratégiques (vs 180 millions en 2022) et des achats de cargaisons de pétrole russes et iraniens sous sanction, jusque-là bloquées en mer, ont été autorisés.

Le **marché actions a conservé un relatif optimisme**, ne reculant que graduellement et se raccrochant à la moindre déclaration du président américain pour rebondir. En dépit du durcissement militaire sur le terrain (déploiement de porte-avions, extension des frappes), les investisseurs s'accrochent à la perspective d'une résolution rapide du conflit. Les principaux indices américains et européens (S&P 500 -7,3%, Euro Stoxx 600 -8.0%) ont reculé dans des proportions comparables, tandis que la baisse est plus contenue sur les secteurs traditionnels de l'économie (Dow Jones -5,4%). En Europe, ce sont les indices des plus grandes économies qui reculent le plus (CAC 40 -8.9%, DAX -10.3%).

Dans ce contexte, **l'énergie s'impose mécaniquement comme le grand gagnant du mois.** Les valeurs pétrolières surperforment nettement, tant en Europe qu'aux États-Unis (Euro Stoxx 600 Energy +14.5%, S&P 500 Energy +10.3%), avec quelques disparités. Les investisseurs ont privilégié les sociétés d'exploration-production peu exposées au Moyen-Orient, comme Equinor (+49,3%) ou ENI (+26,1%), ainsi que les raffineurs (Repsol +29.6% en Europe, Marathon Petroleum +23.2% aux Etats-Unis).

> **Le pétrole fait la loi, le marché fait le tri**

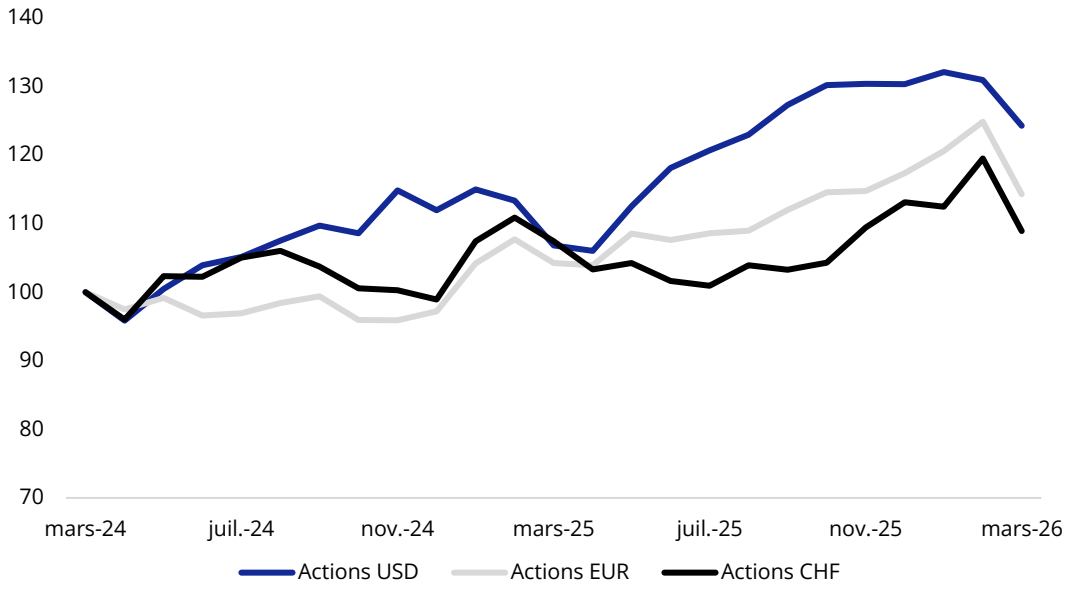
Au-delà de l'énergie, la **hausse des prix s'est diffusée à de nombreuses matières premières stratégiques** (ex : engrais, aluminium, hélium, produits chimiques), pour lesquels le Golfe Persique est un producteur majeur. Cette situation a pénalisé les acteurs exposés aux coûts de ces intrants (Mosaic -8,4%, Amcor -17,9%) tandis que les producteurs alternatifs en dehors du Golfe Persique (Euro Stoxx 600 Chemical -2,7%) ont à l'inverse bien résisté (BASF +7,6%).

Parmi les moins bonnes performances, **on retrouve l'immobilier** (Euro Stoxx 600 Real Estate -14.5%, S&P 500 Real Estate -7.4%), **particulièrement sensible à la hausse des taux en raison d'un endettement élevé**, tout comme, dans une moindre mesure, les utilities (S&P 500 Utilities -3.4%, Euro Stoxx 600 Utilities -3.3%), notamment celles liées au nucléaire et au gaz (Vistra +13,4%, NRG Energy -18,3%). La consommation (S&P 500 Consumer Staples -7.7%, Euro Stoxx 600 Consumer Staples -7.9%) termine en mauvaise posture, la hausse des prix de l'énergie se répercutant directement sur le consommateur (carburants, chauffage, électricité).

Le **segment technologique n'a joué que partiellement son rôle de « fly-to-quality » (Nasdaq 100 -4.9%)**. L'Indice Magnificent 7 termine dans le rouge, après que Meta (-11.7%) et Google (Alphabet -7.8%) ont essuyé des revers judiciaires, mettant en cause la nocivité de leurs applications pour les jeunes. Certains éditeurs de logiciels ont rebondi sur le mois (Palo Alto Networks +7,7%, Palantir +6,6%, Datadog +5,4%), après plusieurs mois de pression suite à la montée en puissance des agents IA, qui alimente les craintes d'une érosion du pricing power et d'une compression des marges du secteur.

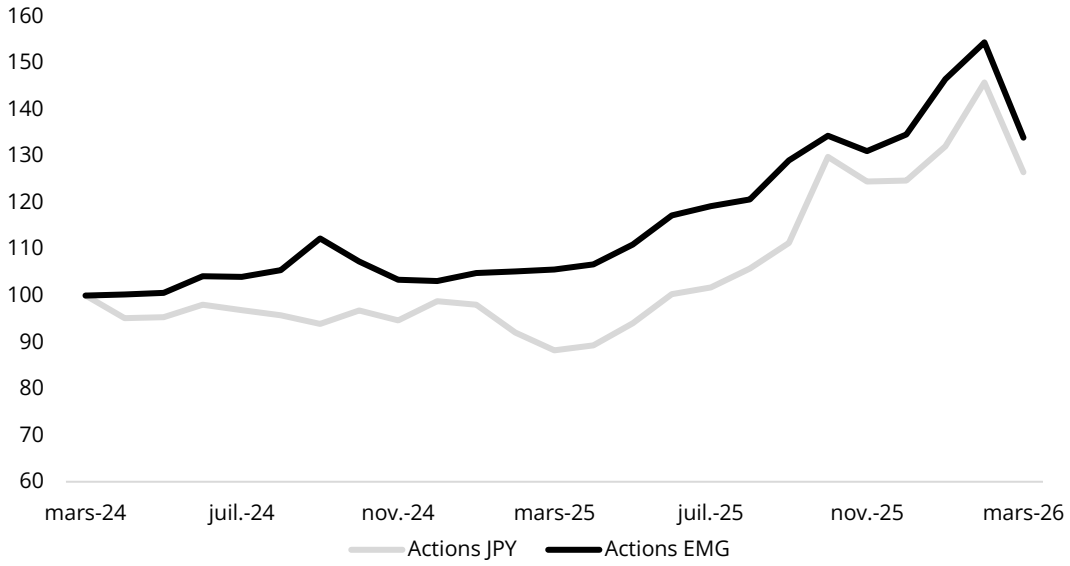
MARCHÉS ACTIONS

MARCHÉS ACTIONS EUR USD CHF
PERFORMANCES SUR 2 ANS



Source : Bloomberg, 31/03/2026

MARCHÉS ACTIONS JAPON – PAYS EMERGENTS
PERFORMANCES SUR 2 ANS



Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

MARCHÉ OBLIGATAIRE

Cela fait un mois que le conflit en Iran a débuté et force est de constater qu'il a radicalement changé le scénario sur le marché des taux. Adieu le scénario *Goldilocks* (croissance raisonnable, inflation maîtrisée), revoilà la peur de la stagflation.

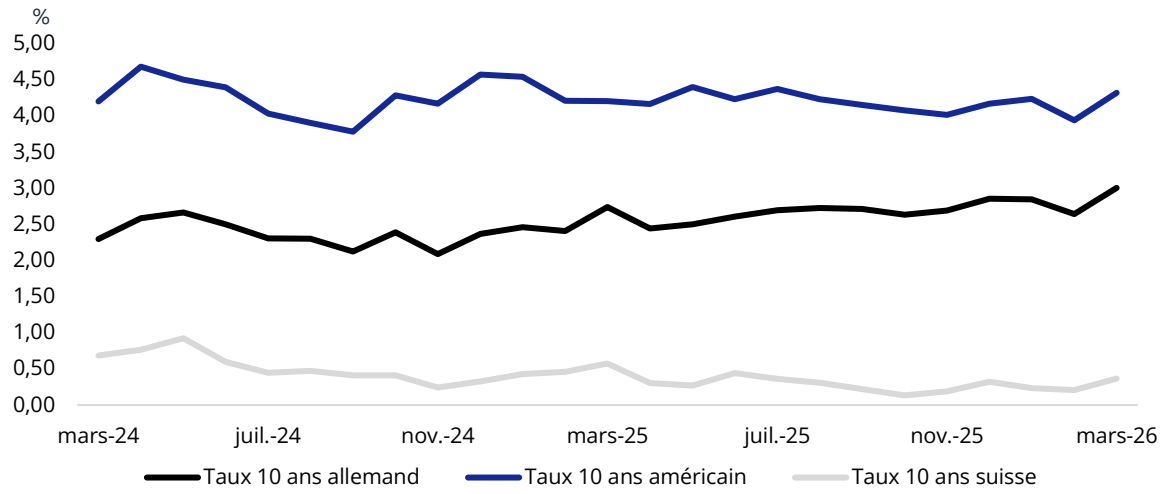
Inflation car il est difficile de mettre une date sur la réouverture du détroit d'Hormuz et nous nous installons dans un scénario d'une énergie plus chère pour plus longtemps. L'inflation a déjà rebondi en zone euro en mars (+2.5% annualisé, et même +2.8% pour l'Allemagne). **Stagnation** car ce renchérissement énergétique aura des répercussions évidentes sur la consommation des ménages et sur le coût pour les entreprises. Les marchés anticipent donc désormais trois hausses de taux sur 2026 pour la BCE et une probabilité de 50% de hausse de 25bp du côté de la FED. Il y a fort à parier que les perspectives de croissance seront revues à la baisse sur le T2.

En termes de performances, le **sell-off sur les courbes de taux** (la partie courte repriçant même plus fort que la partie longue, soit un *bear flattening)* et **l'écartement généralisé des spreads** (impact plus fort sur le segment HY et sur les CDS) ont tiré les total returns vers le bas. Il faut dire que les spreads HY sont plus de 50bps au-dessus de leur niveau de début d'année, et que par exemple les taux européens ont revisité des niveaux plus vus depuis 15 ans (le Bund 10 ans a par exemple cassé les 3%). En conséquence, nous observons des performances négatives en moyenne de -1.5% sur le premier trimestre 2026.

<u>Le second trimestre sera évidemment marqué par la trajectoire du conflit en Iran</u> : retrait des US (faire chuter le régime semble inaccessible aujourd'hui) ou envoi de troupes terrestres (avec un risque d'enlisement très élevé), le scénario pour les marchés financiers peut être radicalement différent à la sortie.

> **Un mois plus tard…**

RENDEMENTS OBLIGATAIRES SOUVERAINS
ÉVOLUTION SUR 2 ANS



Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

DEVISES

En mars, le dollar s'envole (+2,4%), signant son meilleur mois depuis juillet dernier. Le choc énergétique causé par la guerre en Iran a amené les marchés à renoncer aux baisses de taux de la Fed qu'ils escomptaient encore en février, ce qui a soutenu le billet vert. De plus, la hausse des prix du pétrole et du gaz améliore les termes de l'échange américains, un autre facteur favorable au dollar.

Face au dollar, le yen est la grande devise qui tire son épingle du jeu en mars, se dépréciant moins que ses pairs (USD/JPY : +1,7%). Déjà très faible, la devise nippone a été secourue par une succession **d'interventions verbales** des autorités, inquiètes à l'approche des 160 sur la paire USD/JPY. Dans un effort commun, **la BoJ a maintenu le cap** lors de sa réunion de mars, ouvrant la voie à une nouvelle hausse de taux, peut-être dès avril.

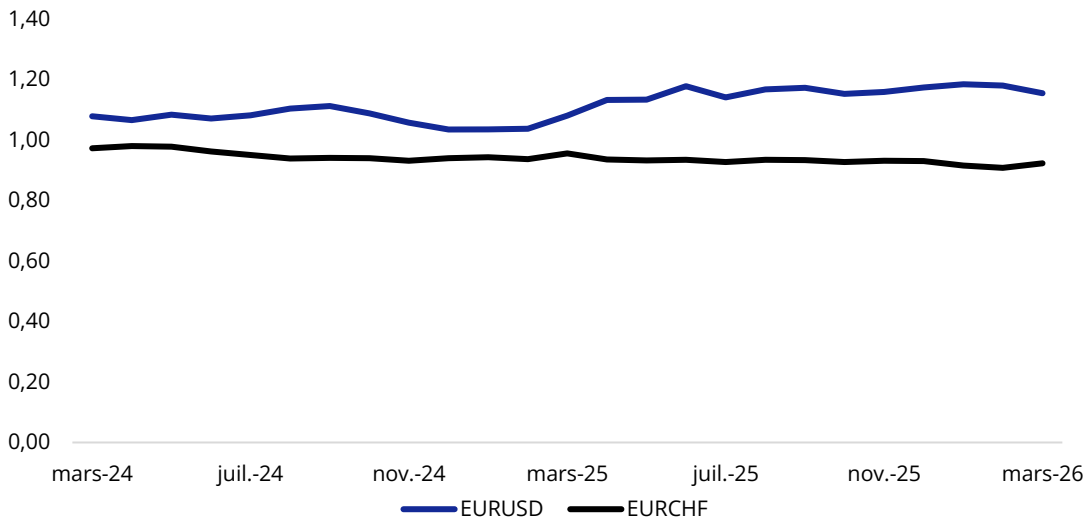
La livre perd aussi du terrain (GBP/USD : -1,9%). L'envolée des prix de l'énergie menace l'économie insulaire où l'inflation reste mal maîtrisée. La baisse du cable, retombé à 1,32, a été toutefois limitée par l'envolée extrême des rendements sur les Gilts (60 pb sur le mois) et l'anticipation de deux à trois hausses de taux de la BoE.

L'euro recule (EURUSD : -2,2%). La zone euro étant très largement **importatrice d'hydrocarbures**, la paire EUR/USD retombe autour de 1,15. Cela dit, la situation est moins menaçante pour le bloc européen qu'elle ne l'était en 2022, lorsque l'euro était tombé à la parité, dans la mesure où sa dépendance au Moyen-Orient n'est pas celle qu'elle accusait vis-à-vis de la Russie. Les marchés anticipent tout de même une BCE *hawkish*, qui remonterait ses taux deux à trois fois cette année.

Le franc suisse termine en queue de classement (CHF/USD : -3,9%). La BNS a appuyé sa volonté d'affaiblir sa devise, qu'elle estime surévaluée. Bien que les valeurs refuges aient été extrêmement recherchées, **cela a renversé la tendance sur la paire USD/CHF** qui avait bondi vers les 1,30 et termine le mois autour de 1,25.

> **Le dollar signe son meilleur mois depuis juillet dernier**

USD & CHF
ÉVOLUTION SUR 2 ANS CONTRE EUR



Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

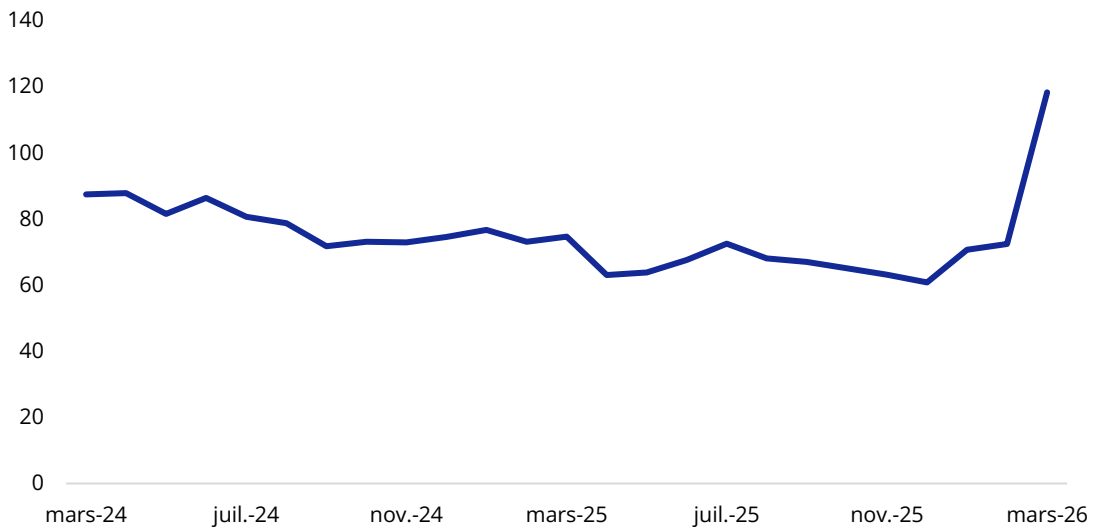
MATIÈRES PREMIÈRES

PÉTROLE

La guerre au Moyen-Orient a relégué les scénarios d'« année du surplus » de pétrole aux calendes grecques. De manière générale, les cours se sont envolés mais il faut aussi noter que la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz a entraîné une véritable dislocation de marché sur un axe est-ouest (**Dubai : +87,9%, Brent : +63,3%, WTI : +51,3%**) en fonction aussi de la proximité des différentes références « papier » à un marché physique qui connaît des tensions extrêmes. Le retournement de la courbe en sévère *backwardation* ne reflète que partiellement l'immense perte de barils (finalement estimée à 10 millions de barils/jour) dans la mesure où **plusieurs mesures d'urgence ont été déployées** pour limiter l'embrasement des cours, d'abord au niveau logistique (redéploiement d'une grande partie des exportations saoudiennes de l'est vers l'ouest du pays via le pipeline de Yanbu) puis par l'intermédiaire des stocks (déblocage de plus de 400 millions de barils issus des réserves stratégiques de l'OCDE, autorisation temporaire d'acheter du pétrole « sous sanctions » russe et iranien). L'administration Trump s'est aussi employée à éteindre l'incendie en faisant miroiter aux marchés une fin de conflit rapide, ou en faisant courir le bruit que des interventions pourraient avoir lieu sur les marchés à terme ou que les exportations de pétrole américain pourraient être limitées. Jusqu'ici, cela fonctionne.

La guerre au Moyen-Orient a relégué les scénarios d'« année du surplus » de pétrole aux calendes grecques

PÉTROLE
ÉVOLUTION SUR 2 ANS (BRENT)

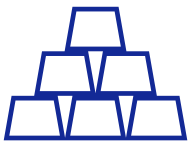


Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

MATIÈRES PREMIÈRES

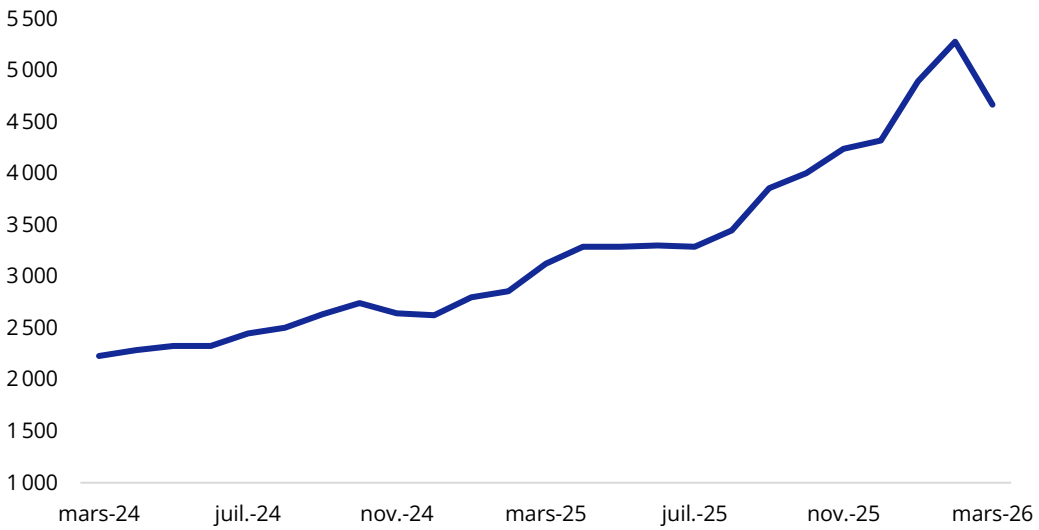
OR

Les métaux précieux ont souffert dans la première phase du conflit (XAUUSD : -11,6%, XAGUSD : -19,9%). Les vents favorables des derniers mois n'ont pas joué en leur faveur, en particulier en ce qui concerne l'or. Dès les premiers jours de mars, les investisseurs privés se sont délestés de cet actif dont les progrès depuis plusieurs mois étaient époustouflants. Ensuite, des banques centrales émergentes, comme celle de la Turquie, ont annoncé qu'elles allaient se séparer d'une partie de leurs réserves afin de soutenir leurs devises. Mais en fin de mois, l'or a affiché un début de rebond, soutenu par la perspective de voir les taux réels corriger, soit par l'accélération de l'inflation, soit par le ralentissement de la croissance et donc des taux nominaux.



Les métaux précieux ont souffert dans la première phase du conflit, avant d'amorcer un rebond

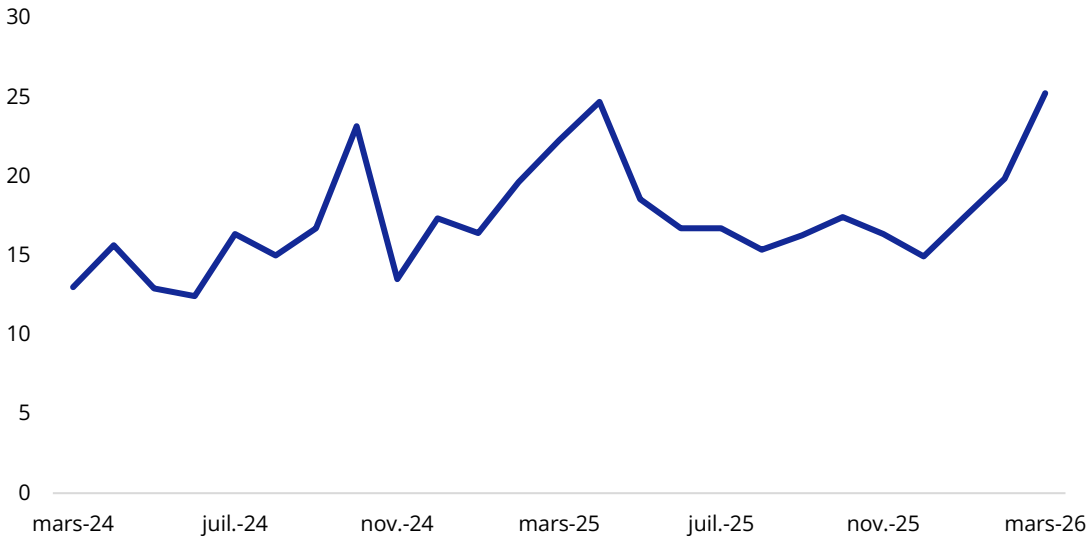
OR
ÉVOLUTION DU PRIX SUR 2 ANS



Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

VOLATILITÉ

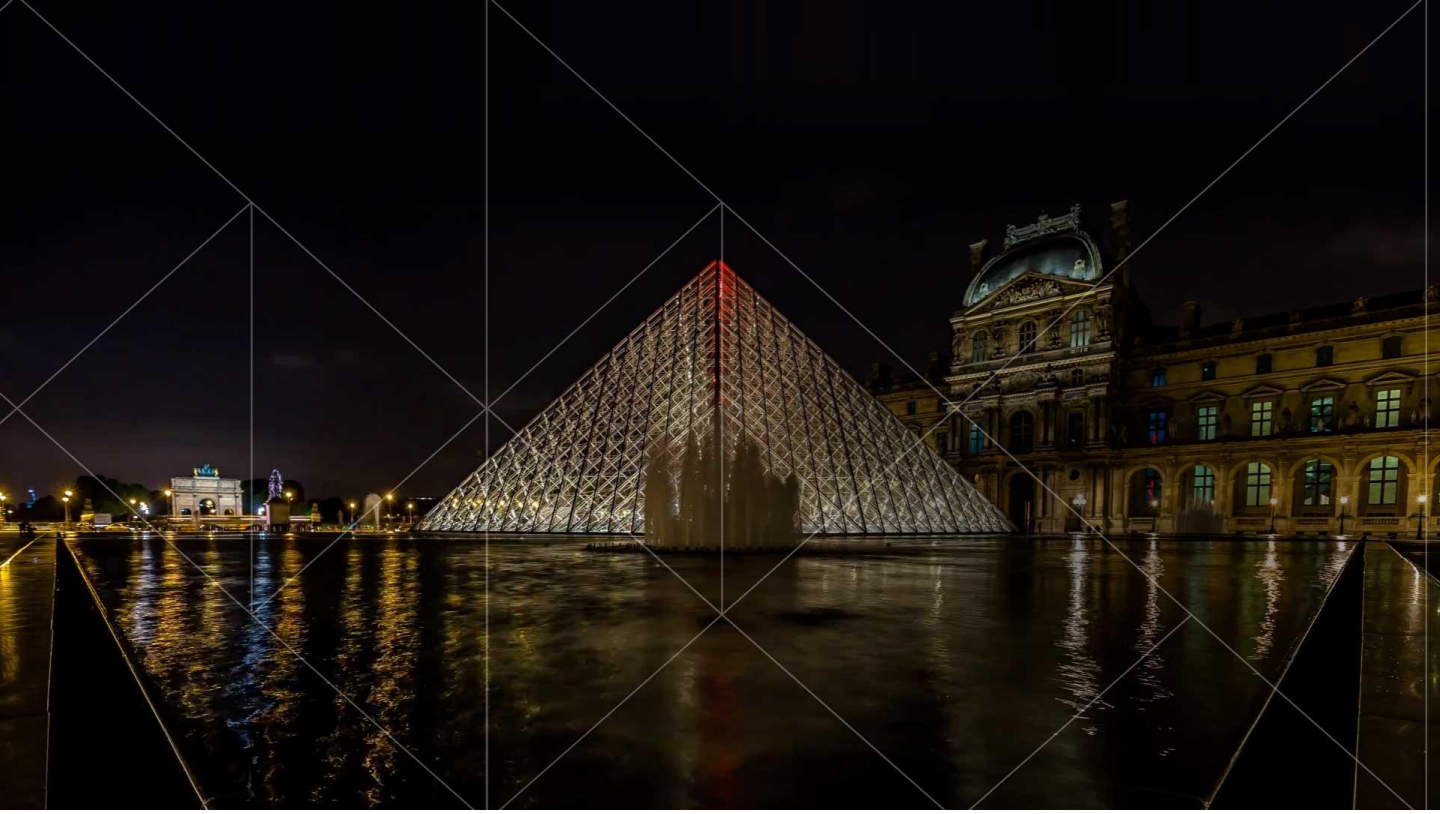
VOLATILITÉ – INDICE VIX
ÉVOLUTION SUR 2 ANS



Source : Bloomberg, 31/03/2026
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

CALENDRIER

Date	Pays/Région	Événement	Période	Précédent
01 avril	Zone euro	Taux de chômage	FÉV	6.2%
01 avril	États-Unis	Enquête ADP sur l'emploi (CVS)	MAR	63.0K
01 avril	États-Unis	Ventes au détail (CVS) M/M	FÉV	-0.20%
01 avril	États-Unis	ISM manufacturier (CVS)	MAR	52.4
02 avril	Suisse	IPC (non CVS), en glissement annuel	MAR	0.13%
03 avril	Chine	PMI des services S&P Global / RatingDog	MAR	56.7
03 avril	États-Unis	Emploi non agricole (CVS)	MAR	-92.0K
03 avril	États-Unis	Taux de chômage	MAR	4.4%
06 avril	États-Unis	PMI des services ISM (CVS)	MAR	56.1
07 avril	Zone euro	Indice économique Sentix	AVR	-3.1
07 avril	États-Unis	Commandes de biens durables (CVS), variation mensuelle (préliminaire)	FÉV	-0.01%
08 avril	Zone euro	IPP (non CVS), en glissement annuel	FÉV	-2.2%
08 avril	Zone euro	Ventes au détail CA, en glissement annuel	FÉV	2.0%
08 avril	États-Unis	Procès-verbal du FOMC	-	-
09 avril	États-Unis	Déflateur PCE de base, en glissement annuel	FÉV	3.1%
10 avril	Chine	IPC (non CVS), en glissement annuel	MAR	1.3%
10 avril	Chine	IPP (non CVS), en glissement annuel	MAR	-0.90%
10 avril	États-Unis	IPC (non CVS), en glissement annuel	MAR	2.4%
10 avril	États-Unis	Commandes d'usine (CVS), variation mensuelle	FÉV	0.10%
10 avril	États-Unis	Indice de confiance Michigan (non CVS, préliminaire)	AVR	53.3
14 avril	Chine	Balance commerciale (non CVS)	MAR	$91.0B
14 avril	États-Unis	Indice NFIB des petites entreprises	MAR	98.8
14 avril	États-Unis	IPP (non CVS), en glissement annuel	MAR	3.4%
15 avril	Zone euro	Production industrielle (HDA), en glissement annuel	FÉV	-1.2%
16 avril	Chine	PIB (non CVS), en glissement annuel	T1	4.5%
17 avril	Zone euro	Balance commerciale (CVS)	FÉV	€12.1B
21 avril	États-Unis	Ventes au détail (CVS), variation mensuelle	MAR	-
22 avril	Zone euro	Indicateur de confiance des consommateurs (flash)	AVR	-16.3
23 avril	Zone euro	PMI composite S&P Global (CVS, préliminaire)	AVR	-
23 avril	États-Unis	PMI manufacturier S&P Global (CVS, préliminaire)	AVR	-
24 avril	Japon	IPC national, en glissement annuel	MAR	1.3%
28 avril	Japon	Taux de chômage	MAR	2.6%
28 avril	Japon	Taux directeur du Japon	-	0.75%
28 avril	États-Unis	Confiance des consommateurs	AVR	91.8
29 avril	Zone euro	Indicateur de confiance économique	AVR	96.6
29 avril	États-Unis	Commandes de biens durables (CVS), variation mensuelle (préliminaire)	MAR	-
29 avril	États-Unis	Réunion du FOMC	-	-
30 avril	Chine	PMI manufacturier CFLP	AVR	50.4
30 avril	Suisse	Indicateur avancé KOF	AVR	96.1
30 avril	Zone euro	PIB (CVS), en glissement annuel (préliminaire)	T1	1.2%
30 avril	Zone euro	IPC harmonisé UE, en glissement annuel (flash)	AVR	-
30 avril	Zone euro	Taux de chômage	MAR	-
30 avril	Zone euro	Décision du Conseil des gouverneurs de la BCE sur la politique monétaire – Francfort, Allemagne	-	-
30 avril	États-Unis	PIB (CVSAA), variation trimestrielle (préliminaire)	T1	-
30 avril	États-Unis	Déflateur PCE de base, en glissement annuel	MAR	-



PATRIMUM GROUPE®
STRATÉGIES PATRIMONIALES

PATRIMUM GROUPE
25 Allées Jean Jaurès
31000 Toulouse
contact@patrimum.fr
+33 (0) 5 34 40 65 67

www.patrimum.fr

Document achevé de rédiger le 31 mars 2026.

Disclaimer

Ce document est uniquement à titre d'information et en aucun ne peut être utilisé ou considéré comme une offre ou une incitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers. Bien que toutes les informations et opinions contenues dans ce document ont été compilés à partir de sources jugées fiables et dignes de foi, aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est faite quant à leur exactitude ou leur exhaustivité. L'analyse contenue dans ce document s'appuie sur de nombreuses hypothèses et différentes hypothèses peuvent entraîner des résultats sensiblement différents. Les performances historiques ne sont nullement représentatives des performances futures. Ce document a été préparé uniquement pour les investisseurs professionnels, qui sont censés prendre leurs propres décisions d'investissement sans se fier indûment à son contenu. Ce document ne peut pas être reproduit, distribué ou publié sans autorisation préalable de PATRIMUM GROUPE.